

Le budget

encore de milles à l'époque. Nous avons visité notamment la rive sud du Saint-Laurent et les Maritimes.

Le soir, nous avons campé à Rimouski, dans un champ à côté de l'école secondaire. C'est peut-être toujours un terrain vacant, je l'ignore. Nous avons été accueillis magnifiquement par les citoyens de la ville et un club philanthropique dont le nom m'échappe. Nous avons eu droit à un dîner typique de la région, avec de la dinde et du lièvre. Ce fut une soirée mémorable.

Notre français n'était pas fameux et les gens de l'endroit ne connaissaient pas très bien l'anglais non plus. Toutefois, lorsque nous sommes rentrés au camp, après le dîner, nous avons trouvé tous les jeunes de Rimouski rassemblés au camp pour un grand feu de joie. Nous avons constaté que nous pouvions chanter ensemble, et nous avons chanté dans les deux langues jusque vers les 3 heures du matin. Nous avons enfin pu nous reposer et reprendre le trajet en autocar, et nous nous sommes tous rappelés cette soirée comme l'une de nos expériences les plus merveilleuses.

J'ai trouvé très intéressant que la députée parle de la nécessité de protéger l'identité nationale. Je suis d'accord avec elle. Il semble bien que, par les temps qui courent, aucun appui pour notre dualité et notre identité nationales ne soit de trop. Je suis d'accord avec elle, mais j'ai du mal à la suivre lorsqu'elle dit que c'est une cause perdue. Je tiens à dire que, pour ma part, je ne crois pas que ce soit une cause perdue, loin de là. C'est ce qui fait notre différence, en Amérique du Nord, c'est ce qui fait notre grandeur.

Voici ma question. Au début de son intervention, la députée a dit que le gouvernement s'en prenait aux plus défavorisées de nos personnes âgées. Pense-t-elle vraiment que les 25 p. 100 de personnes âgées qui sont dans les tranches supérieures de revenu, c'est-à-dire en haut de 25 000 \$, sont les plus défavorisées des personnes âgées? C'est une affirmation que je contesterais.

Je conçois que les personnes âgées méritent notre soutien et notre protection, mais je crois que beaucoup de celles qui sont dans les tranches de revenu supérieures sont d'accord pour aider le Canada à résoudre ses problèmes financiers.

Le vice-président: À l'ordre, je vous prie. La question a été posée. C'est au tour de la députée de répondre.

[Français]

Mme Tremblay: Monsieur le Président j'ai mentionné deux choses. Et là, je tiens à rassurer mon honorable collègue que même lorsque nous serons souverains, il pourra revenir à Rimouski, on fera encore des parties sur le bord de la plage, on y fera un feu, et on sera encore capables de chanter.

Je pense que les personnes âgées, les personnes retraitées, n'ont pas eu la chance de vivre dans le même contexte que nous, nous vivons. Ils n'ont pas eu la chance d'accumuler autant de choses que nous. Il y en a quelques-uns, je ne sais pas combien, peut-être qu'on pourrait demander au ministre des Finances combien ils sont dans son club de millionnaires, mais je ne pense pas que ce soit le cas de la majorité des citoyens âgés de notre pays. Je pense qu'ils ont besoin d'être aidés.

• (1055)

Je reviens avec le fait qu'il y avait des idées, il y en a plein. J'en ai mentionné deux: l'impôt minimum sur toutes les entreprises; la perception de la TPS sur les transferts d'actions cotées à la bourse. On n'aurait pas eu besoin de toucher à personne, ni aux programmes sociaux. Tant que l'on n'aura pas fait la réforme des partis politiques, tant que le financement des partis politiques sera encore lié aux grosses caisses et aux grosses entreprises, il n'y aura jamais un gouvernement dans cette Chambre qui aura le courage de modifier la Loi sur l'impôt et de taxer ceux qui ont du fric.

Finalement, si on touchait aux entreprises et aux endroits où on peut aller chercher de l'argent, on arriverait, comme aux États-Unis, à baisser l'impôt des contribuables, non pas à le hausser comme on le fait tout le temps au Canada. On n'est plus capables de payer. Tant et aussi longtemps que le gouvernement ne comprendra pas cela, on s'en va encore plus vers la faillite.

M. Stéphane Bergeron (Verchères): Monsieur le Président, nous arrivons aujourd'hui au terme du temps prévu par le Règlement de la Chambre pour le débat du discours sur le budget. Depuis quelques jours déjà, les députés ont eu l'occasion de manifester leurs préoccupations à l'égard des dispositions prévues dans ce budget. Cependant, la question que nous sommes en droit de nous poser est la suivante: Quel usage fera le gouvernement des points de vue qui auront été exprimés dans cette Chambre sur ce Budget?

Devant l'intransigeance brutale du gouvernement à l'égard de la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean, force est de constater que la réponse à cette question semble s'imposer d'elle-même: Rien! Le gouvernement n'entend rien faire des différents points de vue qui auront été exprimés au cours de ce débat. Le gouvernement n'entend pas prêter l'oreille et prendre en considération les arguments avancés par les députés de cette Chambre. Ma collègue de Rimouski—Témiscouata faisait justement état, il y a quelques minutes, de quelques suggestions qu'elle a faites en Chambre et que le gouvernement n'a pas prises en considération d'aucune manière.

Ce gouvernement, qui se targuait pourtant il n'y a pas si longtemps de vouloir consulter le Parlement et la population avant de procéder à la rédaction de son budget, n'a pas su enrichir sa réflexion des opinions, suggestions et préoccupations qui lui ont été présentées. Atteint de «consultationite» aiguë, le gouvernement libéral a investi d'importantes sommes d'argent dans la tenue de simulacres de conférences prébudgétaires, dont il ne s'est peu ou pas inspiré.

Mais en organisant ces conférences hautement médiatisées, lesquelles étaient alimentées par une série de ballons d'essai qui laissaient présager le pire aux contribuables canadiens, le gouvernement a sciemment entretenu une atmosphère d'austérité qui a eu pour effet qu'une grande majorité de nos concitoyennes et concitoyens étaient tout à fait disposés à faire leur part dans cette bataille à finir avec le déficit, dans la mesure où les sacrifices demandés auraient été équitables pour toutes les couches de la société.